

50 000 FAMILLES SE DISENT PRIORITAIRES DANS L'OPÉRATION RELOGEMENT

La Direction du logement de la wilaya d'Alger s'explique

Après les habitants des deux sites précaires de Beaufraisier à Bouzaréah et Djnan Hassan à Bab-El-Oued, qui occupent depuis quelques jours la rue pour exiger la priorité dans l'opération relogement, hier c'était au tour de ceux de Baraki et de Bordj El Bahri, à l'est de la capitale, de déclencher l'émeute. La Direction du logement de la wilaya d'Alger explique que la priorité répond à un plan de réaménagement du tissu urbain qui n'exclut aucun ayant droit.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Selon la Direction du logement de la wilaya d'Alger, le plan de réaménagement du tissu urbain dans la capitale concerne d'abord en matière de priorité les sites vulnérables qui sont menacés par des glissements de terrain ou quelque autre danger, les sites qui entravent l'évolution des grands projets structurants dans la ville (tramway, métro, routes, les deux facultés de droit et de médecine, constructions de

logements). Il reste, enfin, ceux qui entrent tout simplement dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et qui seront pris en charge en dernier.

Réagissant aux émeutes déclenchées par les habitants de plusieurs sites précaires de la capitale qui exigent la priorité dans le relogement, le directeur du logement de la wilaya d'Alger, Mohamed Smaïl, dira qu'il est impossible de satisfaire en même temps les 50 000 familles recensées en 2007 issues des 700 sites concernés par l'opération d'éradication de l'habitat précaire. «Tous les ayants droit sont programmés et aucun site précaire ne restera après cette opération. C'est pour cela que les protestataires doivent comprendre qu'ils ne sont point lésés et qu'ils seront bientôt tous relogés mais seulement, ils doivent patienter. Notre programme répond à une certaine logique de réaménagement du tissu urbain dans la capitale qui exige de nous des priorités», a-t-il soutenu.



Violents affrontements entre les habitants de Beaufraisier et les agents de l'ordre à Triolet.

Mauvaise communication ou opacité ?

Toutefois, si certains habitants de sites précaires de la capitale continuent d'investir la rue, c'est qu'il existe un manque de communication totale au niveau des circonscriptions administratives, ce qui, faut-il le signaler, encourage les rumeurs les plus affo-

lantes. Cela engendre bien entendu une certaine opacité autour de l'opération. D'ailleurs, hier, les habitants du bidonville de Oued Ouchayeh, qui pensaient être programmés pour cette opération et qui ont préparé leurs bagages, ont appris avec déception qu'ils ne faisaient pas partie de cette opération. Pourtant, ils avaient bien reçu la visite de responsables qui leur

ont demandé de se préparer pour aujourd'hui mercredi.

Des projecteurs ont même été installés lundi soir sur le site pour faciliter le déroulement de l'opération.

Les émeutiers de Beaufraisier, de Djnan El Hassan, de Baraki et ceux de Bordj El Bahri ne savent toujours pas qu'ils sont programmés dans la prochaine opération prévue vers la fin de l'année en cours ou au plus tard au début 2012. Ces derniers, interrogés sur les lieux où ont eu lieu les émeutes, disent craindre d'être carrément exclus du relogement.

Lors de la tournée de dimanche avec le directeur de la wilaya d'Alger dans la capitale, les sites en cours de construction qui seront bientôt livrés attestent qu'il y a de la place pour tout le monde et qu'aucun ayant droit ne sera exclu. Interrogé, Mohamed Smaïl dira à ce propos que ce n'est pas par crainte que les mécontents investissent la rue que l'information n'est pas communiquée à temps mais c'est que les habitants de l'ensemble de ces sites ne sont pas toujours bien organisés en comités de quartier et n'ont pas de représentants avec qui il est possible de collaborer. Ce dernier ne nie pas, par ailleurs, que le manque d'efficacité au niveau des circonscriptions administratives a sa part de responsabilité dans tout ce qui arrive.

M. M.

ORAN

Vers une grève générale des transports en commun

Dans un point de presse organisé conjointement hier par les deux fédérations des transports en commun et des taxis de l'UGCAA et du syndicat UNAT, l'annonce d'une grève générale après la rentrée des classes a retenti comme un coup de tonnerre à Oran.

Cette menace de grève, risque d'intervenir dans un contexte où le secteur des transports connaît ses moments les plus difficiles à Oran, entre travaux du tramway qui perdurent, désorganisation du secteur, multiplication des opérateurs avec l'arrivée sur le marché de très nombreuses microentreprises, — on parle de 700 dossiers acceptés dans le cadre de l'Ansej — et sur-

tout les abus répétés dans le comportement des chauffeurs de bus.

Tout cela fait qu'aujourd'hui le secteur des transports à Oran est le plus décrié à l'échelle nationale, à un point tel que certains évoquent «une mafia qui dicte sa loi à la Direction des transports», comme pour expliquer le pourrissement actuel. Pour ce qui est de la grève prévue dans quelques jours donc,

les représentants des organisations professionnelles (taxis, transporteurs des voyageurs et de marchandises), la justifie justement par cette situation d'anarchie qui les pénalise et qu'ils incombent exclusivement aux pouvoirs publics. Arguant qu'en tant que représentants du secteur ils sont marginalisés, leurs propositions répétées pour tenter de réguler le secteur dans tous les domaines ne trouvent aucun écho auprès de l'administration compétente.

Evoquant des problèmes précis comme la disparition des commissions techniques, la hausse des

prix des carburants, des frais d'entretien des bus, la concurrence déloyale des clandestins, l'absence d'infrastructures suffisantes etc.

Les opérateurs sont moins prolixes lorsque sont évoqués les abus en termes d'éthique et de mission de service public qu'ils sont tenus de faire respecter par leurs employés.

La seule voix à ne pas avoir été entendue est, une fois encore, celle des usagers, les seules victimes de cette situation catastrophique que le futur tramway ne pourra à lui seul régler.

Fayçal M.

VITRINE DES TECHNOLOGIES INNOVANTES

Le salon Med-IT ouvrira ses portes à partir du 26 septembre

La 8^e édition du salon Med-IT 2011 se déroulera du 26 au 28 septembre au palais de la culture Moufdi-Zakaria (Alger). Selon Karim Cherfaoui, directeur général de XCOM, organisateur de l'événement, il s'agira, pour cette édition, de mettre en avant les technologies innovantes et de les mettre à la disposition des entreprises sur le marché algérien.

F.-Zohra B. - Alger (Le soir) - Les organisateurs du salon attendent 150 exposants avec une participation des entreprises algériennes à hauteur de 70%. Seront aussi représentées les grandes multinationales du secteur.

Cette manifestation, expliquent les représentants de XCOM, attire à chacune de ses éditions plus de 5 000 visiteurs, pour la plupart des profes-

sionnels du secteur. «Les visiteurs viennent s'informer sur les grandes tendances du marché et découvrir de nouveaux matériels et solutions IT ; Med-IT permet aussi de nouer des partenariats entre entreprises du secteur IT», précisent les organisateurs du salon, notant, en outre, que plusieurs espaces thématiques facilitent la promotion du savoir-faire et l'organisation de rendez-vous.

Par ailleurs, en plus des outils et solutions présentés, XCOM a prévu une cinquantaine de conférences et d'ateliers. Les organisateurs, selon le premier responsable de XCOM, rééditent l'expérience des trophées Med-IT qui «ont pour objectif d'inciter les jeunes à investir dans de nouveaux créneaux».

Pour cette année, le concours portera sur «les meilleures applications mobiles algériennes», ceci du fait que ces applications sont particulièrement prisées et ont connu un important essor au niveau international.

Pour ce concours, 40 applications ont déjà été reçues par les participants. Le directeur de XCOM relèvera aussi la participation pour la première fois du Canada. «Le marché algérien offre d'importantes perspectives qui doivent être exploitées par les professionnels», a souligné le responsable. Il évoquera aussi l'organisation d'un pôle conseil IT qui accompagnera les chefs de projets IT dans un «chapiteau-conseil» qui sera installé dans le patio du Palais de la culture.

Le cabinet conseil Ernts et Young sera ainsi chargé afin d'analyser les projets IT des chefs d'entreprises lors de séances d'accompagnement individualisé durant les trois jours du Salon.

Lors de la conférence de presse tenue hier, les organisateurs de l'exposition ont aussi dressé un bilan de l'édition passée, précisant qu'elle a accueilli le même nombre d'exposants que pour l'édition 2011.

F.-Z. B.

DÉVELOPPEMENT
DE LA PRODUCTION

AGRICOLE

L'implication
des investisseurs
s'impose

L'Union nationale des agronomes (UNA) est catégorique : pour créer une véritable industrie agricole, il faut l'implication des grands investisseurs.

Les cadres de l'UNA, qui ont animé, hier, une conférence de presse au centre d'El Moudjahid, estiment que la stratégie actuelle du gouvernement pour booster la production agricole ne pourra pas apporter les résultats attendus. Leurs arguments : le manque de sol et d'eau, entre autres, posera forcément problème.

Ainsi, pour nourrir toute la population d'ici 2018, l'Algérie aura besoin, selon ces agronomes, de 900 000 ha supplémentaires, 500 000 nouvelles vaches, 400 000 ha de soja, 300 000 ha de maïs et de 170 000 ha de sucre. «Au rythme actuel, l'autosuffisance est impossible à réaliser», a lancé M. Chabor, expert et membre de l'UNA. La solution ? Aller vers de nouvelles agricultures technologiques. Or, relèvent ces experts, la technologie demande beaucoup de capitaux. Pour y arriver, il faut donc impliquer les grandes entreprises de production et que les banques apportent l'argent nécessaire.

Pour améliorer la production agricole et éviter les problèmes de la famine d'ici quelques années, l'Union nationale des agronomes n'exclut pas, également comme solution, l'intégration des biotechnologies et les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans la production.

«Les risques sanitaires ne sont toujours pas prouvés», a déclaré M. Feraoun, expert et consultant en agronomie. Une solution rejetée systématiquement par M. Serrai, un autre expert. Selon ce dernier, avec cette formule, la production nationale deviendra tributaire des fournisseurs étrangers.

L'OGM, a-t-il expliqué, est utilisable une seule fois, il faut donc importer chaque année. Par contre, pour développer l'agriculture, cet expert propose de forcer sur la production nationale et la mobilisation des efforts locaux.

S. A.